



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Département de l'économie et du territoire
Le Chef du Département

Departement für Volkswirtschaft und Raumentwicklung
Der Departementschef

Responsable !

C'est l'adjectif qui qualifie le mieux la lutte contre la dépendance au jeu puisque l'ensemble des cantons suisses ont, dans le cadre d'une Convention réglementant les loteries au niveau national, prévu l'attribution de montants importants à cette tâche (0.5% du revenu brut des jeux (RBJ)).

En Suisse romande, la Conférence Romande des Loteries et des Jeux (CRLJ) regroupant tous les Conseillers d'Etat en charge des loteries a mandaté la Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales (CLASS), regroupant les Conseillers d'Etat en charge de la santé, afin de développer l'ensemble du programme de lutte contre la dépendance au jeu. Ce programme se divise en deux parties, une première commune à l'ensemble des cantons romands et une seconde propre à chaque canton avec toutefois une coordination du Groupement Romand d'Etudes des Addictions (GREA), organisme dépendant de la CLASS.

Si le programme romand de lutte contre la dépendance au jeu est en phase de démarrage, le Valais a déjà pris les devants par son programme cantonal puisqu'une Commission a été nommée en 2007 afin d'assurer la cohérence de toutes les mesures prises. La ligue valaisanne contre les toxicomanies (LVT) bénéficiant de compétences reconnues dans le canton et même au-delà en matière de lutte contre les addictions, c'est tout naturellement que le Conseil d'Etat, par la Commission précitée, a mandaté la LVT afin de développer un programme valaisan de lutte contre la dépendance au jeu. Comme la prévention ne suffit pas mais qu'il faut aussi assurer une prise en charge des personnes en difficulté financière suite à une problématique de jeu excessif, le service de désendettement de Caritas a également reçu un mandat du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat veut d'une part assurer une meilleure information de la population sur ce thème encore mal connu et d'autre part permettre une prise en charge adaptée à chaque situation de jeu pathologique.

Etre responsable, c'est d'abord reconnaître que les jeux d'argent peuvent créer des situations difficiles et malmenier certaines familles. C'est ensuite agir pour faire en sorte que les personnes dépendantes et leurs proches soient prises en charge de la manière la plus professionnelle possible.

C'est dans cet état d'esprit que le Conseil d'Etat entend utiliser le 0.5% du RBJ versé par la Loterie Romande (LoRo).

En reversant la totalité de ses bénéfices à l'utilité publique (près de 27 millions en Valais en 2007) et en combattant sérieusement les problèmes de dépendance au jeu, la LoRo prouve son professionnalisme. Malgré les attaques répétées contre son monopole, elle a encore un bel avenir devant elle. Notre Conseil d'Etat y contribuera !

Jean-Michel Cina

Président du Conseil d'Etat
Chef du Département de l'économie et du territoire

